

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU TROISIÈME TRIMESTRE 2003 *BONS PRÉSAGES ET POIDS DU PASSÉ*

.....

• Au troisième trimestre 2003, l'activité a rebondi et certains indicateurs avancés se sont redressés. Cependant, le taux de chômage atteint 9,7%, et 20 000 emplois ont disparu dans les secteurs marchands - en particulier dans l'industrie-, reflétant de manière différée l'atonie de la croissance économique qui prévaut depuis plus d'un an. Le repli programmé de l'emploi non-marchand aidé s'est poursuivi ; les dispositifs de la politique de l'emploi à destination du secteur marchand et de la formation restent pour la plupart dynamiques. La combinaison d'une croissance plus soutenue et d'un repli de l'emploi a favorisé la productivité, qui progresse de +0,4% au cours du trimestre. Les salaires sont dynamiques, en raison notamment de la forte hausse des rémunérations minimales intervenue au 1^{er} juillet.

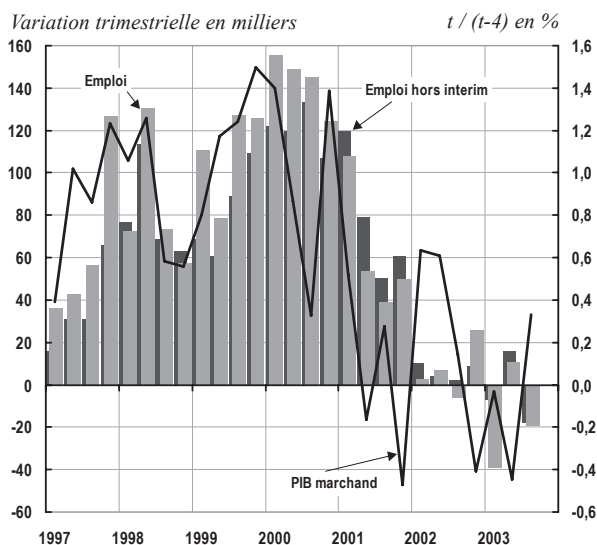
.....

La production

L'économie française renoue avec la croissance le PIB progresse de +0,4 % au cours du troisième trimestre. Ce résultat fait suite à une baisse de -0,3 % au trimestre précédent et constitue la meilleure performance enregistrée depuis le printemps 2002.

Ce retour de la croissance n'est pas isolé. Il s'inscrit dans un mouvement similaire chez nos principaux partenaires, une croissance historique aux États-Unis, une embellie au Japon, un regain des marchés financiers, et dans un faisceau d'indicateurs conjoncturels positifs. En France, le retour de la confiance des chefs d'entreprise s'est confirmé, leurs anticipations étant désormais au plus haut depuis deux ans. Même si le

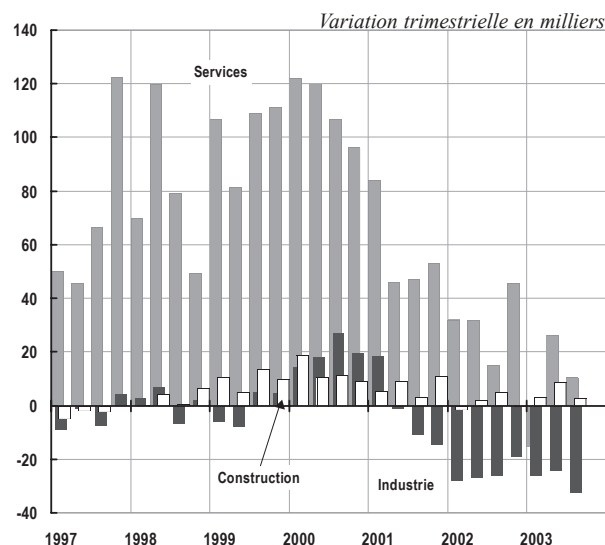
Graphique 1
Emploi concurrentiel et PIB marchand



Emploi sur l'échelle de gauche et PIB sur l'échelle de droite

Sources : Dares, Insee, Unédic.

Graphique 2
Emploi salarié des secteurs concurrentiels



L'intérim est inclus dans les services et non pas ventilé dans les secteurs utilisateurs

Sources : Dares, Insee, Unédic.

moral des ménages et les résultats de certaines enquêtes d'activité sont demeurés atones jusqu'à l'automne, les facteurs positifs ont dominé.

Conformément aux attentes, la reprise vient de l'extérieur, qui contribue pour 0,3 point au rebond du PIB. Après trois trimestres de baisse, le volume des exportations progresse de +1,1 %, tandis que les importations se contractent légèrement, -0,1 %. La consommation (+0,4 %) et l'investissement (+0,3 %) se sont également montrés vigoureux, ainsi que la consommation publique (+0,7 %) permettant une contribution très dynamique de la demande intérieure hors stocks, qui rebondit à +0,5 point. Cette vigueur de la demande finale ne s'est cependant pas transmise à la production, les entreprises profitant de l'embellie pour déstocker, ce qui contribue pour -0,4 point à la croissance.

L'emploi

Malgré ce contexte favorable, l'emploi salarié s'est contracté de -0,1 %, ce qui représente 20 000 destructions de postes dans les

secteurs concurrentiels non agricoles. Les évolutions observées sur le marché du travail suivent habituellement avec un certain retard celle de l'activité ; la baisse du troisième trimestre s'interprète ainsi dans la perspective d'une année où la croissance économique a été négative dans les secteurs marchands (graphique 1, tableau 1).

L'analyse sectorielle montre une nouvelle aggravation de la baisse des emplois dans l'industrie : -32 500 emplois ce trimestre, ce qui correspond à une baisse de -0,8 % (-0,9 % hors secteur énergétique) (graphique 2). Les industries mécaniques (-4 400) et la métallurgie (-4 900) expliquent près d'un tiers des suppressions d'emplois du trimestre. Toutefois, les secteurs des biens de consommation et des biens intermédiaires demeurent proportionnellement les plus affectés, en particulier l'habillement et le textile dont l'emploi baisse respectivement de -9,2 % et -7,1 % en glissement annuel.

La construction, toujours dynamique, enregistre 2 600 créations d'emplois. Dans le tertiaire, l'emploi des secteurs du commerce

tranche avec la tendance antérieure : l'emploi y diminue de -5 300 postes, alors que ces activités étaient jusqu'à présent relativement épargnées par le ralentissement économique. Cet ajustement coïncide avec les anticipations pessimistes des chefs d'entreprise de ce secteur quant à leurs intentions d'embauches, restées sans effet sur l'emploi jusqu'à ce trimestre. Dans les services marchands, la hausse est de +0,3 % (+16 300), équivalente à celle du trimestre précédent. Elle est principalement impulsée par les services de conseil et d'assistance aux entreprises, dont les effectifs progressent continûment depuis la fin 2002, ainsi que par les services opérationnels hors intérim. L'intérim est pratiquement stable (-1 900) (graphique 3).

Les emplois non marchands aidés sont en recul prononcé (cf. infra), ce qui, combiné au prolongement de la dynamique du reste de l'emploi, entraîne une baisse modérée de l'emploi total (-24 000). En glissement annuel, l'emploi salarié marchand non agricole recule de -0,1 %, tandis que l'emploi total baisse de

Tableau 1
De l'emploi salarié des secteurs concurrentiels à l'emploi total

Milliers / cvs	2003					2002					2003					2002		2003				
	T3	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)	T/(T-4)			
Catégorie	Niveau										Variation trimestrielle										%	
Secteurs concurrentiels (1)	15 427	3	7	-6	26	-39	10	-20	-	0,3	-0,1											
Dont Industrie	3 978	-28	-27	-26	-19	-26	-24	-33	-	-2,3	-2,5											
Construction	1 284	-2	2	5	-1	3	8	3	-	1,3	1,1											
Tertiaire	10 165	32	32	15	45	-15	26	10	-	1,3	0,7											
dont intérim	549	-7	3	-8	17	-32	-6	-2	-	-3,9	-4,0											
Non-marchand aidé (2)	419	0	14	1	-22	-28	-19	-21	-	5,3	-17,8											
Autres (3)	8 741	17	14	15	16	13	14	17	-	0,6	0,5											
Emploi total	24 587	20	35	10	20	-54	5	-24	-	0,5	-0,3											

(1) - Secteurs concurrentiels non agricoles (EB-EP).

(2) - Contrats emploi-solidarité (CES), Contrats emploi consolidé (CEC), Contrat emploi ville (CEV) et Emplois jeunes.

(3) - Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, non salariés de tous les secteurs.

Sources : Dares, Insee, Unédic.

-0,3 % sous l'impulsion de la forte baisse de l'emploi non marchand aidé (-17,8 %).

La productivité

La combinaison d'une croissance retrouvée et du repli de l'emploi engendre un rebond mécanique de la productivité par tête de près de +0,4 % au cours du trimestre (graphique 4). En rythme annuel instantané, la productivité avoisine une progression de +3,0 % dans l'industrie et de +2,0 % dans le tertiaire, redevenant ainsi légèrement supérieure à sa tendance de moyen

terme. La construction enregistre encore des pertes de productivité, mais plus réduites qu'au cours des trimestres antérieurs. Cette évolution était attendue, car elle constitue le préalable de la reconstitution des marges des entreprises, condition d'un retour durable à la croissance. En glissement annuel, la productivité continue de diminuer, impliquant que le redressement de l'activité doit encore confirmer sa vigueur au cours des trimestres à venir, avant que l'embellie ne s'étende à l'emploi.

Salaires

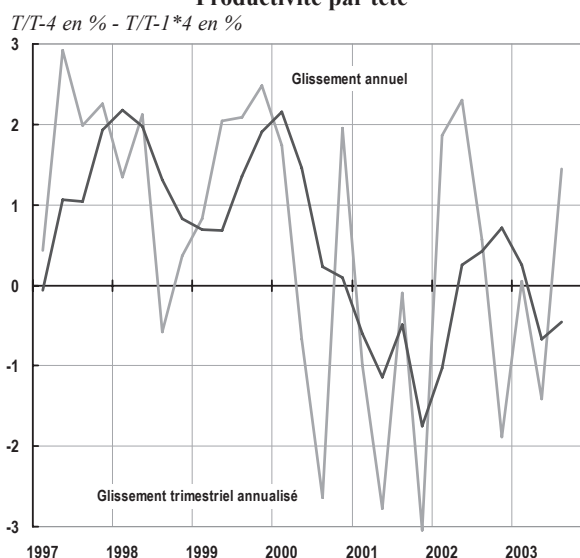
Au cours du troisième trimestre tous les indicateurs salariaux ont significativement augmenté : +1,0 % pour les salaires ouvriers, horaire (SHBO) comme mensuel (SMBO), et +0,7 % pour le salaire mensuel de base (SMB) (graphique 5, tableau 2). Ces hausses sont liées à l'augmentation du Smic (+5,3 % au 1^{er} juillet) et des garanties mensuelles de rémunération (+1,6 % à +3,2 %) qui ont été particulièrement fortes en raison de l'application du mécanisme de convergence des rémunérations minimales prévu par la Loi Fillon. En dépit d'un

Graphique 3
Emploi intérimaire



Sources : Dares, Insee, Unédic (Déclaration des agences d'intérim).

Graphique 4
Productivité par tête



Champ : secteurs concurrentiels non agricoles.

Sources : Dares, Insee, Unédic.

accroissement des prix toujours assez vif (+0,5%), ce choc permet une hausse du pouvoir d'achat allant jusqu'à +0,5 point au cours du trimestre. Le dynamisme de la consommation au cours de la même période s'explique en partie par les effets positifs sur la masse salariale de ces évolutions (Acoss, 2003). Du fait de ces augmentations trimestrielles très significatives, la croissance annuelle des salaires s'accélère de nouveau, interrompant un ralentissement continu depuis trois ans.

La politique de l'emploi

Les effectifs de bénéficiaires d'un dispositif de politique de l'emploi sont toujours en repli: -10,6 % en glissement annuel au cours du 3^{ème} trimestre, soit -27 000 bénéficiaires de moins

qu'au trimestre précédent et -237 000 en un an (tableau 3). L'ampleur de cette baisse est en grande partie liée aux effets différés de l'extinction de la mesure d'abattement temps partiel (-127 000 sur -140 000 en un an), (Dares, 2003-1).

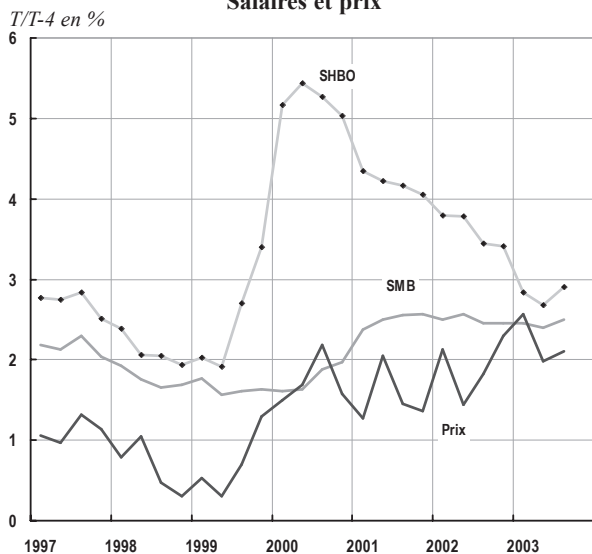
Parmi les dispositifs orientés vers l'emploi marchand aidé, certains sont dynamiques, tandis que d'autres souffrent du poids de la conjoncture. L'effet de la relance des contrats initiative emploi (CIE) dans le courant 2003 est sensible sur les flux (+16 000 ce trimestre, contre +11 000 il y a un an), et les contrats jeunes en entreprise restent dynamiques. Mais, à l'image de l'emploi marchand, les dispositifs de formation en alternance souffrent de la morosité

conjoncturelle, puisque les entrées y sont en retrait de -7,9 % en glissement annuel. En particulier, pour les deux derniers trimestres, les contrats de qualification et les contrats d'apprentissage sont en retrait significatif par rapport à 2002 (1).

Les emplois non marchands aidés (-90 000 en un an) sont proportionnellement plus affectés que ceux du secteur marchand; au cours du troisième trimestre, les entrées chutent de -13,4 % en glissement annuel, et les stocks de -17,8 %. L'arrêt des emplois jeunes explique la moitié de cette

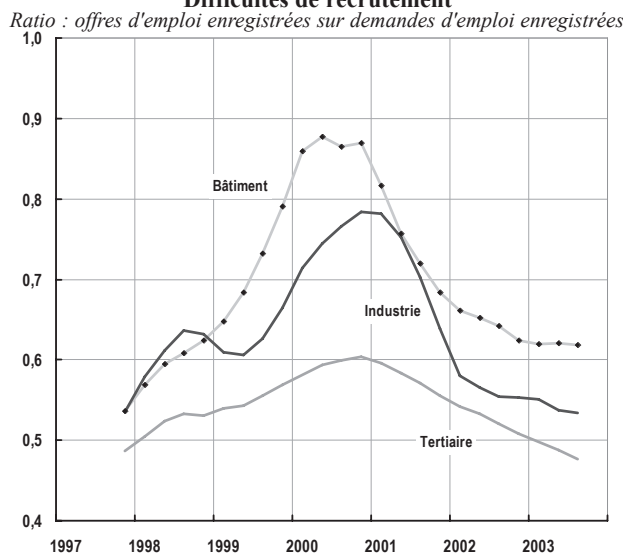
(1) - Il faut noter que l'essentiel des entrées dans ce dispositif (+/- 50 %) est habituellement concentré sur le dernier trimestre de l'année, ce qui nécessite d'attendre le quatrième trimestre pour véritablement évaluer la performance de ce dispositif.

Graphique 5
Salaires et prix



Sources : Dares, Insee.

Graphique 6
Difficultés de recrutement



Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité
Sources : Anpe, Dares.

Tableau 2
Évolutions des salaires de base et des prix

Variation en %	2002				2003				2002	2003
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
	Variation trimestrielle en %								Croissance T/(T-4) %	
Salairé Horaire de Base Ouvrier	1,4	0,7	0,8	0,5	0,8	0,6	1,0	-	3,5	2,9
Salairé Mensuel de Base Ouvrier	0,8	0,5	0,7	0,5	0,8	0,6	1,0	-	2,4	2,8
Salairé Mensuel de Base	0,8	0,6	0,6	0,4	0,8	0,5	0,7	-	2,5	2,5
Prix	1,1	0,5	0,4	0,4	1,3	-0,1	0,5	-	1,8	2,1

Sources : Dares, Insee.

Tableau 3
Entrées et stocks de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

France Métropolitaine, données en fin de trimestre	2003				2002				2003				2002	2003
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
Entrées														
Données brutes, Milliers et %	Entrées du trimestre												Flux T/(T-4) en %	
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	143	113	154	273	142	91	142	-	-	-	-	-	-11,5	-7,5
dont : Abaissement de coûts salariaux	44	48	49	59	40	34	40	-	-	-	-	-	-22,6	-17,0
Abattement temps partiel	24	17	13	14	0	0	0	-	-	-	-	-	-	-
Contrat initiative emploi	14	13	11	14	13	14	16	-	-	-	-	-	-	-
Contrat Jeune en entreprise	-	16	21	27	24	17	22	-	-	-	-	-	-	-
Formations en alternance	86	46	89	195	83	38	82	-	-	-	-	-	-7,3	-7,9
Contrat d'apprentissage	41	15	54	123	45	11	49	-	-	-	-	-	-	-
Contrats de qualification	31	18	24	59	26	14	23	-	-	-	-	-	-	-
Contrat d'adaptation ou d'orientation	14	13	11	13	12	13	10	-	-	-	-	-	-	-
Emplois aidés dans le secteur non-marchand	129	126	112	112	109	97	97	-	-	-	-	-	-1,4	-13,4
dont : Contrats Emploi-Solidarité	78	77	66	63	65	58	65	-	-	-	-	-	-	-
Contrats Emploi Consolidés (2)	35	35	34	34	35	31	26	-	-	-	-	-	-	-
Contrats Emploi Jeunes	15	14	13	15	9	7	6	-	-	-	-	-	-	-
Formation des demandeurs d'emplois	122	136	118	136	115	131	123	-	-	-	-	-	4,8	4,0
dont : Stages d'Insertion et de Formation à l'Emploi (a)	24	37	18	37	13	29	19	-	-	-	-	-	-	-
Retraits d'activité	32	26	28	32	32	30	34	-	-	-	-	-	2,1	22,5
dont : Dispenses de recherche d'emploi	27	23	23	27	27	25	27	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble (3)	426	401	412	553	399	349	397	-	-	-	-	-	-3,7	-3,6
Trajet d'accès à l'emploi - TRACE (3)	21	19	17	27	20	17	16	-	-	-	-	-	-	-
Stocks de bénéficiaires														
Données cvs - Milliers et %	Stock	Variations trimestrielles des stocks								Stock T/(T-4) en %				
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	1 047	-93	-52	-28	-28	-64	-31	-19	-	-	-	-	-15,0	-12,3
dont : Abaissement de coûts salariaux	431	-91	-47	-25	-28	-60	-23	-20	-	-	-	-	-25,9	-23,0
Abattement temps partiel	165	-39	-17	-20	-25	-51	-22	-20	-	-	-	-	-	-
Contrat initiative emploi	149	-14	-14	-12	-9	6	5	0	-	-	-	-	-	-
Contrat Jeune en entreprise	94	0	0	21	24	19	16	20	-	-	-	-	-	-
Formations en alternance	543	-9	-7	-5	-2	-7	-9	-9	-	-	-	-	-3,8	-4,8
Contrat d'apprentissage	348	-1	-1	-1	0	1	-4	-6	-	-	-	-	-	-
Contrats de qualification	160	-3	-2	-1	0	-5	-5	-2	-	-	-	-	-	-
Contrat d'adaptation ou d'orientation	36	-5	-4	-2	-2	-2	0	-1	-	-	-	-	-	-
Emplois aidés dans le secteur non-marchand	419	0	14	1	-22	-28	-19	-21	-	-	-	-	5,3	-17,8
dont : Contrats Emploi-Solidarité	134	-5	12	6	-18	-21	-4	10	-	-	-	-	-	-
Contrats Emploi Consolidés (2)	124	1	0	0	-2	1	-4	-7	-	-	-	-	-	-
Contrats Emploi Jeunes	162	4	1	-5	-2	-8	-11	-24	-	-	-	-	-	-
Formation des demandeurs d'emplois	135	2	-3	0	-8	-3	7	4	-	-	-	-	1,2	-0,4
dont : Stages d'Insertion et de Formation à l'Emploi (a)	29	1	-3	-1	-7	-5	5	4	-	-	-	-	-	-
Retraits d'activité	471	-5	-7	-3	-8	-4	-2	6	-	-	-	-	-4,3	-1,2
dont : Dispenses de recherche d'emploi	390	5	3	5	0	1	2	8	-	-	-	-	-	-
Ensemble (3)	2 071	-99	-48	-31	-66	-100	-44	-27	-	-	-	-	-8,1	-10,6

(1) - Y compris insertion par l'économique et aide à la création d'emploi et d'activité.

(2) - Source CNASEA -

(3) - Le total général ne comprend pas TRACE, ce dispositif regroupant des bénéficiaires passés dans diverses mesures. Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches ou des contrats signés, sauf : (a) entrées en stage.

Les corrections des variations saisonnières sont le fruit d'une première estimation, susceptible de révision dans les publications ultérieures.

Sources : Dares, Cnasea, Anpe, Unédic, Ministère de l'Éducation Nationale, Ministère de l'Intérieur.

baisse au cours de l'année écoulée (-45 000), alors qu'ils représentaient 40 % des emplois non marchands aidés en 2002. La baisse des contrats emplois consolidés (CEC) est sensible ; par contre, les entrées en contrats emploi-solidarité (CES) sont aussi nombreuses qu'au même trimestre de l'année dernière.

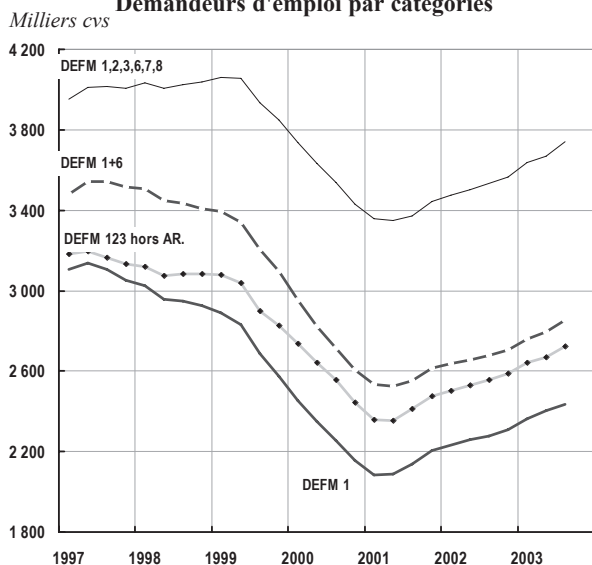
Les entrées en formation des demandeurs d'emploi sont en

progression (+4,0 %). Les retraits d'activité (+22,5 %), et notamment les dispenses de recherche d'emploi de chômeurs âgés sont en hausse sensible. L'extinction de l'Arpe pèse de moins en moins, mais les bénéficiaires de DRE sont +12 000 de plus qu'il y a un an, dont +8 000 sont entrés au cours du troisième trimestre, restreignant d'autant la hausse du chômage.

Le chômage

Au troisième trimestre 2003, le chômage s'est à nouveau accru (+61 000 demandeurs d'emploi de catégories 1 et 6 entre le deuxième et le troisième trimestres). Si cette évolution est légèrement moins importante que celle du trimestre précédent pour les demandeurs de catégorie 1 (+32 000 au troisième trimestre, contre +41 000 au deuxième trimestre), le nombre

Graphique 7
Demandeurs d'emploi par catégories

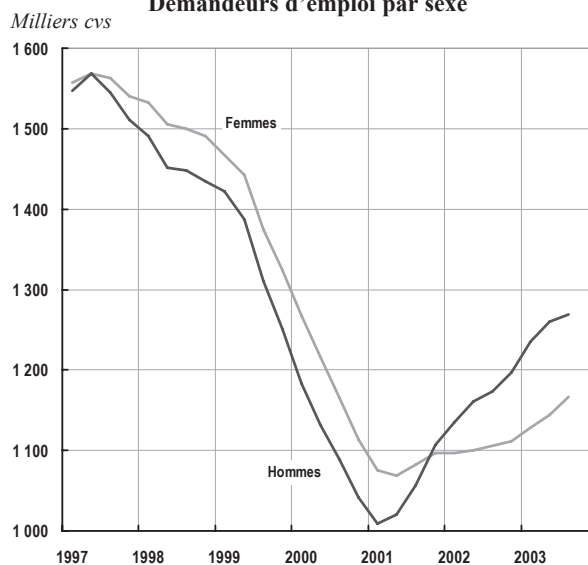


Sources : Dares, Anpe.

des demandeurs d'emploi de catégorie 6 connaît une forte augmentation (+30 000), traduisant l'accroissement du nombre des demandeurs d'emplois ayant travaillé dans le cadre d'une activité réduite de plus de 78 heures (tableau 4 et graphique 7). Le taux de chômage s'est accru de +0,2 point au cours du trimestre et de +0,5 point sur un an.

Le nombre de demandeurs d'emploi de sexe féminin

Graphique 8
Demandeurs d'emploi par sexe



Champ : DEFM 1.

Sources : Dares, Anpe.

augmente de 1,9 % ce trimestre, soit deux fois plus vite que le nombre de demandeurs d'emploi de sexe masculin (+0,8 %) (graphique 8). Pour ces derniers, l'accroissement s'est ralenti (+2,0 % au trimestre précédent), tandis que pour les femmes la dynamique s'est accélérée par rapport au deuxième trimestre (+1,9 % après +1,4 %). Ainsi, l'écart entre le nombre d'hommes et de femmes inscrits diminue légèrement (104 000 en DEFM1,

contre 115 000 le trimestre précédent).

La hausse du nombre total de chômeurs s'est effectuée sur un rythme comparable à celui des trimestres précédents (tableau 4), voire légèrement moindre pour ce qui concerne les DEFM1. Mais cette évolution recouvre d'importantes variations des flux : au deuxième trimestre on observait une hausse du nombre des sorties (+1,8%), et une baisse du nombre

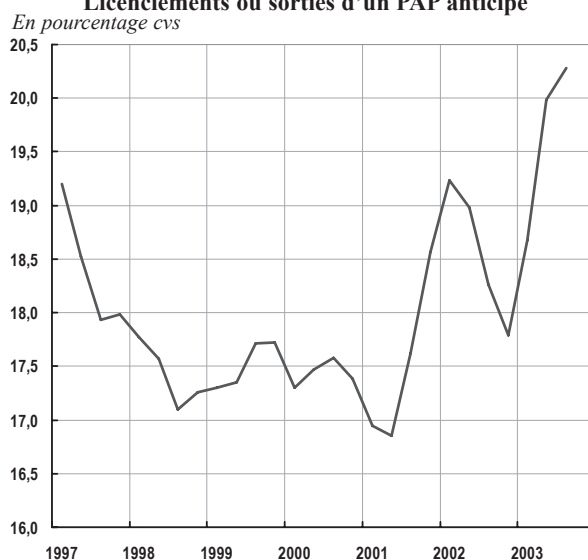
Graphique 9
Entrées et sorties de demandeurs d'emploi



Champ : DEFM 1

Sources : Dares, Anpe.

Graphique 10
Licenciements ou sorties d'un PAP anticipé



Entrées en catégorie 1 suite à un licenciement économique ou individuel, ou bien en raison de la sortie d'un PAP anticipé en % du total des entrées au chômage

Sources : Dares, Anpe.

Tableau 4
Demandeurs d'emploi par catégories et selon l'ancienneté au chômage

Milliers/cvs % pour le taux BIT	2003		2002				2003				2002	2003	
	T3	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)			
Catégorie	Niveau		Variation trimestrielle										%
DEFM 1	2 436	28	29	18	30	55	41	32	-	6,6	6,9		
DEFM 1+6	2 855	25	15	26	28	52	34	61	-	5,1	6,6		
DEFM 1+2+3 hors AR	2 721	24	30	27	28	58	25	52	-	6,0	6,4		
DEFM 1+2+3+6+7+8	3 742	31	24	32	32	71	35	72	-	4,7	5,9		
Taux de chômage BIT (pt)		8,9	9,0	9,1	9,3	9,4	9,5	9,7	-	0,4	0,6		
Chômeurs longue durée de catégorie 1													
1 à 2 ans d'ancienneté	451	11	12	8	14	17	13	6	-	11,1	12,4		
2 à 3 ans d'ancienneté	150	-3	0	0	3	5	6	3	-	-3,0	12,0		
> 3 ans d'ancienneté	117	-7	-6	-5	-4	-3	-2	-3	-	-14,8	-9,7		
Ensemble des CLD	718	2	6	3	12	19	17	6	-	2,0	8,0		

Les demandes d'emploi de catégories 1 à 3 recensent les personnes n'ayant pas exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, et qui souhaitent un contrat à durée indéterminée à temps plein (Cat. 1), à durée indéterminée à temps partiel (Cat. 2) ou à durée déterminée (Cat. 3). De façon analogue, les demandes d'emploi de catégorie 6 à 8 recensent les personnes ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, selon le type de contrat envisagé : CDI à temps plein (Cat. 6), CDI à temps partiel (Cat. 7) ou CDD (Cat. 8).

Sources : Dares, Anpe.

des entrées (-0,4 %), ces dernières demeurant nettement supérieures (graphique 9). Au troisième trimestre 2003, le nombre des entrées, comme le nombre des sorties, s'accroît fortement (respectivement +4,4 % et +5,0 %). Cela traduit en partie des effets techniques (2), mais surtout des effets conjoncturels perceptibles au travers d'évolutions importantes de certains motifs d'entrée (première entrée, fin de CDD, licenciement) comme de sorties (reprise d'emploi, entrée en stage). Ainsi, la part du nombre d'entrées faisant suite à un licenciement ou à la sortie d'un PAP

anticipé continue sa progression ce trimestre (cette proportion s'établissait à 20,3 % au troisième trimestre, contre 20,0 % le trimestre précédent et 19,7 % au premier trimestre de l'année 2003) (graphique 10).

Le nombre de chômeurs de longue durée continue d'augmenter (+6 000 demandeurs d'emploi de plus d'un an au troisième trimestre), dans la continuité des trimestres précédents. C'est notamment le nombre de demandeurs d'emploi dont la durée de chômage se situe entre un et deux ans qui s'est le plus accru (+6 000,

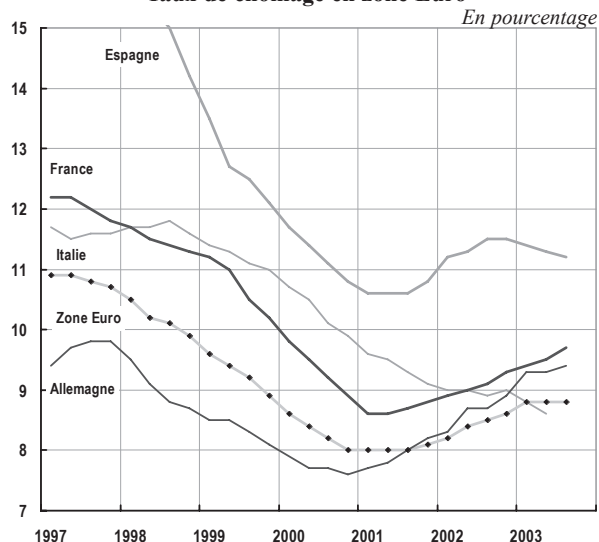
contre une baisse de -3 000 pour les demandeurs d'emploi ayant plus de trois ans d'ancienneté).

En Europe et dans le Monde

Dans la zone Euro comme dans l'Union européenne, le taux de chômage reste stable à son niveau du premier trimestre 2003 (respectivement 8,8 % et 8,0 %).

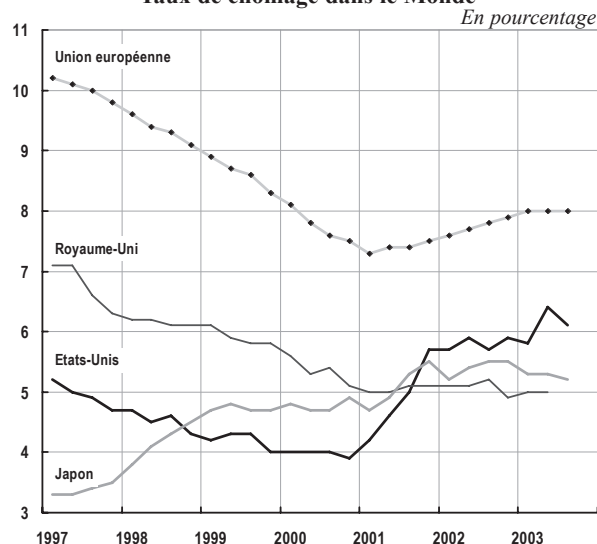
(2) - Les grèves du printemps, puis des modifications dans les procédures d'inscriptions, ont entraîné certains mois un excès des sorties pour cause d'absence au contrôle, suivis de ré-entrées immédiates le mois suivant, contribuant artificiellement à l'accroissement des flux. (Dares, 2003-2, numéros de juin à septembre).

Graphique 11
Taux de chômage en zone Euro



Source : Eurostat.

Graphique 12
Taux de chômage dans le Monde



Source : Eurostat.

Cette stabilité est néanmoins la combinaison d'évolutions divergentes au sein des principaux pays de la Communauté européenne (graphiques 11 et 12). Le taux de chômage du Royaume-Uni s'est stabilisé (5,0 % au mois d'août), et l'Espagne enregistre un léger déclin du sien (11,2 %), essentiellement grâce à la bonne tenue de la croissance économique enregistrée dans ces deux pays. Les évolutions allemande (stable à 9,4 %) et italienne (8,6 % en août, en baisse depuis la fin de 2002) apparaissent en revanche peu cohérentes avec les évolutions de l'activité dans ces pays, et relèvent au moins partiellement

d'effets techniques tenant aux modalités d'inscriptions au chômage et de déclaration d'activité. Cependant, au-delà de ces perturbations, les trajectoires du chômage en France et en Europe, qui étaient parallèles depuis deux ans, divergent désormais sensiblement, la France subissant depuis le début de 2003 une dégradation continue, alors que la moyenne européenne semble se stabiliser.

Dans le reste du Monde, la poursuite d'une meilleure conjoncture au Japon a permis le maintien d'un taux de chômage stable à 5,2 %. Aux États-Unis, malgré de nets signes de reprise depuis un an, et une croissance

particulièrement vigoureuse au troisième trimestre, l'emploi et le chômage restent mal orientés : après une forte hausse au deuxième trimestre 2003, et si le taux de chômage a diminué de 0,3 point au troisième trimestre, il se situe encore au dessus du seuil des 6 % (6,1 %).

*DARES**

*Cette synthèse conjoncturelle est réalisée à la Dares par une équipe animée par Bruno Coquet et Géraldine Seroussi, composée d'Anne-Thérèse Aerts, Abdenor Brahami, François Brunet, Edouard Fabre, Hélène Fréchou, Stéphanie Jamet, Stéphane Jugnot, Francis Vennat, Xavier Viney.

Références

- Acosse [2003] « La masse salariale du secteur privé au 3^{ème} trimestre 2003 » *Acosse Stat - Conjoncture*, n°11, décembre.
- Dares [2003-1] « Conjoncture de l'emploi et du chômage au 2^{ème} trimestre 2003 : emploi stable dans une croissance chahutée » *Premières Informations*, n°41.2, octobre.
- Dares [2003-2] « Le marché du travail en septembre 2003 » *Premières Informations*, n°45.3, novembre.
- Dares [2003-3] « Les tensions sur le marché du travail en septembre 2003 » *Premières Informations*, à paraître, novembre.
- Fabre Edouard, Fréchou Hélène [2003-2] « Evolution de l'emploi salarié au 3^{ème} trimestre 2003 : léger repli tiré par l'industrie » *Premières Informations*, n°51.3, décembre.
- Fréchou Hélène [2003] « L'intérim au 2^{ème} trimestre 2003 : la baisse ralentit » *Premières Informations*, n°47.3, septembre.

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES sont éditées par le Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité, Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques (DARES) 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15. Tél. : 01.44.38.23.11 ou 23.14. Télécopie : 01.44.38.24.43. www.travail.gouv.fr (Rubrique Études et Statistiques) - Directeur de la publication : Annie Fouquet.

Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton. Maquettistes : Daniel Lepasant, Guy Barbut, Thierry Duret. Conception graphique : Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Flashage : AMC, Paris. Reprographie : DARES.

Abonnements : *La Documentation Française*, 124 rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex. Tél. : 01.40.15.70.00. Télécopie : 01.40.15.68.00 - www.ladocumentationfrancaise.fr

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES - Abonnement 1 an (52 n°) : France (TTC) 112 €, CEE (TTC) 118,10 €, hors CEE (TTC) 120,20 €. Publicité : Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.